



Notre avenir ne se décidera pas sans nous !

Un Manifeste pour une transition juste

Nos industries et nos lieux de travail sont en pleine transformation. La transition est en marche. La pandémie, la guerre en Ukraine, la crise des prix de l'énergie accélèrent le changement. Les travailleurs de l'industrie en Europe n'ont cessé de faire entendre leur voix – il est urgent que les responsables politiques nous entendent et nous répondent.

JUST TRANSITION NOTRE AVENIR NE SE DÉCIDERA PAS SANS NOUS !

Une transition juste nécessite la participation des travailleurs de l'industrie.



Co-funded by
the European Union

Pourquoi un Manifeste pour une transition juste ?

Ce Manifeste est le message que nous adressons aux décideurs politiques en Europe. A ceux qui conçoivent et mettent en œuvre des politiques climatiques de grande envergure qui transformeront profondément nos secteurs, entreprises et emplois industriels ainsi que des régions entières.

Avec ce Manifeste, nous appelons les décideurs politiques à garantir une transition juste. Une transition vers une économie écologique qui est équitable pour TOUS les travailleurs, une transition qui ne détruit pas, mais préserve et crée des emplois de qualité. Une transition qui est anticipée, gérée et négociée avec les travailleurs pour tous les aspects qui les concernent. « Notre avenir ne se décidera pas sans nous ! »

Nous nous félicitons que la transition juste fasse désormais partie du vocabulaire des décideurs politiques européens et des chefs d'Etat et de gouvernement. **Mais il est temps d'aller au-delà de la simple rhétorique.**

Notre Manifeste et les études qui l'accompagnent apportent aux décideurs politiques des éléments fondés provenant de toute l'Europe sur les conséquences de la transition écologique au niveau local, sur la manière dont les syndicats s'engagent dans l'anticipation et la gestion du changement et sur les obstacles qu'ils rencontrent. Il contient des revendications détaillées en faveur d'un cadre global pour une transition juste, qui prévoit les ressources adéquates, repose sur une planification politique efficace, promeut et renforce les droits des travailleurs et implique les syndicats à travers un dialogue social intense. L'urgence de créer ce cadre est d'autant plus forte en raison du contexte d'instabilité dans lequel nous nous trouvons. L'Europe ne peut pas prendre le risque de creuser davantage les inégalités régionales et sociales.

Une transition juste signifie transformer l'économie d'une manière équitable et inclusive pour garantir le maintien et la création d'emplois de bonne qualité. La participation des travailleurs et de leurs syndicats à l'anticipation et la gestion sociale du changement industriel en est une condition sine qua non : « Notre avenir ne se décidera pas sans nous ».

Les faits étayent nos revendications et l'urgence d'agir

- Les conditions de départ sont différentes dans chaque pays et chaque région, et personne n'a de modèle parfait. Nous devons apprendre des bonnes pratiques et les mettre en œuvre.
- Des systèmes de relations sociales efficaces et des Etats providence forts créent la confiance dont les travailleurs ont besoin pour considérer la transition comme une opportunité.
- L'affaiblissement du dialogue social menace directement la transition juste. Nous devons inverser cette tendance.
- Des économies fortes avec un niveau élevé d'investissements dans des technologies de pointe aident les travailleurs et les syndicats à gérer la transition.
- La dépendance économique et les capitaux étrangers rendent incertaines les stratégies des entreprises et diminuent la capacité de mener à bien une transition juste. Cela concerne avant tout les syndicats d'Europe centrale et de l'Est.
- Les mesures qui se profilent pour une transition juste sont trop limitées dans leur champ d'application, force de frappe financière et ambition pour relever les défis à venir.

Il faut agir maintenant !

Notre Manifeste pour une transition juste

Une politique industrielle en phase avec des objectifs climatiques ambitieux et garantissant des emplois de qualité

Le passage à une économie bas carbone dépend d'industries durables et résilientes. Nos industries comptent 30 millions d'emplois de haute qualité en Europe et offrent des solutions pour décarboner notre économie. Elles ont besoin de politiques industrielles qui les soutiennent.

IndustriAll Europe réclame

1. Une mise à jour de la stratégie industrielle de l'UE garantissant :
 - Des voies de transition co-conçues démocratiquement
 - Un accès à une énergie abordable et décarbonée ainsi qu'à des matières premières et composants stratégiques
 - Des investissements dans la transformation des sites et infrastructures industriels
 - Une concurrence équitable sur les marchés de l'UE et internationaux, également en ce qui concerne les coûts du carbone
 - La création de marchés porteurs pour des produits innovants.
2. Un dialogue social sur l'élaboration de la politique industrielle pour exploiter le potentiel d'innovation des travailleurs.
3. Une révision du Règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et l'obligation des Etats membres de développer des plans globaux pour une transition juste dans le cadre des plans nationaux en matière d'énergie et de climat. L'implication des syndicats dans le cadre du dialogue social devrait être obligatoire.
4. Un observatoire européen de la transition juste pour suivre la mise en œuvre de toutes les politiques et mesures relatives au pacte vert pour l'Europe.
5. Une meilleure implication des jeunes dans la planification de la transition et une meilleure prise en compte de leurs besoins.
6. La diversité et l'égalité pour garantir que les meilleures idées et innovations de toutes les personnes dans nos sociétés sont prises en considération.



Le financement de la transition

Une transition juste a un coût, mais celui d'une transition mal menée est bien plus élevé pour les individus, les régions et la société dans son ensemble. Atteindre les objectifs climatiques d'une manière équitable et inclusive requiert davantage de dépenses publiques qui à long terme, peuvent toutefois entraîner des économies pour la société.

IndustriAll Europe réclame

1. Une gouvernance économique de l'UE qui soutient la décarbonation et la transition juste, ainsi que des politiques fiscales et tarifaires équitables.
2. Une législation sur la concurrence et des règles en matière d'aides d'Etat qui soutiennent notre ambition de zéro émission nette.
3. Une stratégie de financement de l'UE pour les régions d'Europe, qui soutient une transition juste. Les recettes du SEQE doivent être utilisées pour renforcer les instruments pour une transition juste.
4. Un alignement plus fort des fonds structurels et d'investissements européens aux exigences de la transformation en soutenant concrètement les entreprises industrielles dans leurs processus de transformation avec des moyens financiers.
5. L'élargissement du principe de partenariat à tous les fonds pertinents de l'UE. Cela implique l'implication systématique des syndicats dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes financés par l'UE pour garantir qu'ils parviennent aux travailleurs et aux communautés.
6. Des conditionnalités sociales pour les fonds de l'UE pour garantir qu'ils soutiennent les négociations collectives ainsi que des emplois et apprentissages de qualité. Il faut limiter les contrats de courte durée et précaires et garantir des salaires décents et un accès à la formation.
7. La prise en compte de la diversité des genres et de la main d'œuvre dans les plans pour une transition juste.



Des négociations collectives et un dialogue social renforcés

Des négociations collectives et un dialogue social renforcés sont une condition préalable à une transition juste. Ils permettent aux partenaires sociaux de discuter et de négocier des solutions qui atténuent les potentielles conséquences négatives pour l'emploi et qui garantissent des emplois de qualité pendant la transition.

IndustriAll Europe réclame

1. Un renforcement du droit à des négociations collectives efficaces ainsi que du droit de se syndiquer et de former un syndicat pour renforcer la voix des travailleurs dans la mise en œuvre des politiques climatiques.
2. L'élargissement du taux de couverture des négociations collectives.
3. La construction, la reconstruction et le renforcement du dialogue social et des systèmes de négociations collectives à tous les niveaux en Europe.
4. Des conditionnalités pour les marchés publics pour garantir que les entreprises sous contrat s'engagent dans des négociations collectives.
5. L'utilisation du semestre européen, du socle européen des droits sociaux et du cadre financier pluriannuel pour obliger les gouvernements et les partenaires sociaux à mettre en place des systèmes de négociations collectives efficaces.
6. L'allocation de fonds européens et nationaux dédiés au renforcement des capacités pour le dialogue social et les négociations collectives.
7. Le renforcement et la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et des engagements pour promouvoir les négociations collectives et élargir leur taux de couverture dans tous les Etats membres.
8. La mise en œuvre totale des conventions de l'OIT et des décisions du Conseil de l'Europe sur le droit d'accès aux négociations collectives dans tous les Etats membres et pour tous les travailleurs.



Une panoplie de droits des travailleurs et de devoirs des entreprises pour anticiper et façonner le changement

C'est en fin de compte au niveau de l'entreprise que la transition vers une industrie décarbonée aura lieu. Une transition juste et inclusive ne peut être réalisée que si les travailleurs et leurs représentants ont voix au chapitre.

IndustriAll Europe réclame

1. Un cadre juridique de l'UE pour l'anticipation et la gestion d'une transition juste au niveau de l'entreprise, qui s'inspire du rapport Cercas de 2013 et qui prévoit des règles contraignantes en matière d'information, de consultation et de participation opportunes et qualitatives des syndicats et des représentants des travailleurs aux niveaux national, local et européen ainsi que des garanties sociales pour les travailleurs.
2. Des plans obligatoires pour une transition juste qui doivent être adoptés par toutes les entreprises avec l'implication totale des syndicats et des représentants des travailleurs. La proposition correspondante contenue dans les projets de directives de l'UE sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises et le devoir de vigilance doit être véritablement améliorée et inclure un champ d'application plus large et des exigences détaillées sur les dimensions industrielles, économiques et sociales du plan.
3. Des conditionnalités sociales pour les fonds nationaux et de l'UE qui sont à disposition des entreprises, pour s'assurer que leurs stratégies industrielles respectent les droits des travailleurs.
4. La mise en place de délégués syndicaux pour les questions de transition juste dans les entreprises, à l'instar des représentants en matière de santé et sécurité. Ils doivent avoir droit à une formation spécifique si nécessaire et être impliqués dans la planification de la transition de l'entreprise.



Répondre aux nouveaux besoins en compétences et garantir un droit à des formations et à un apprentissage tout au long de la vie de qualité pour chaque travailleur

Une transition juste requiert le soutien des transitions entre emplois, y compris le développement et le perfectionnement nécessaires des compétences de la main d'œuvre actuelle. Elle requiert également des investissements dans nos systèmes éducatifs pour développer de nouveaux programmes de formation pour les profils d'emplois en mutation et émergents dans l'économie verte.

IndustriAll Europe réclame

1. Un droit individuel à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que l'obligation d'élaborer une planification des emplois et des compétences stratégiques au niveau de l'entreprise, sectoriel et régional, avec l'implication totale des syndicats et des représentants des travailleurs.
2. L'implication des syndicats dans les stratégies en matière de compétences pour l'économie verte à tous les niveaux. Les partenaires sociaux jouent un rôle clé dans l'identification des besoins en compétences, dans la mise à jour des profils de qualification et dans le conseil aux travailleurs.
3. Un droit pour tous les travailleurs à des transitions entre emplois à travers des lois ou des conventions collectives conformément aux pratiques nationales.
4. Une cartographie détaillée de l'emploi au niveau NUTS 3 afin d'identifier les travailleurs et leurs compétences et permettre des transitions entre emplois et des parcours de développement des compétences.
5. Des investissements par les entreprises dans une main d'œuvre qualifiée. Les Etats membres doivent utiliser tous les fonds de l'UE pour leurs stratégies nationales en matière de compétences et augmenter les budgets publics pour l'apprentissage tout au long de la vie.
6. L'adoption rapide de la recommandation proposée par le Conseil sur l'apprentissage au service de la durabilité environnementale.
7. Une mise en œuvre par tous les Etats membres des recommandations du Conseil relatives aux compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en matière d'enseignement et de formation professionnels (EFP) en faveur de la compétitivité durable, de l'équité sociale et de la résilience, et relatif à un cadre européen pour un apprentissage efficace et de qualité.

